

Rapport Oxfam France

Sous embargo jusqu'au 15 janvier 2024 - 00h01



OXFAM
France

GRANDES FORTUNES PETITS ARRANGEMENTS

Contre l'État, les milliardaires sont rois...



RÉSUMÉ

Alors que les Français font face à l'inflation et à une pauvreté qui s'intensifie, les milliardaires prospèrent. Pourquoi ? Car ils achètent du pouvoir politique et économique. D'une part, les milliardaires utilisent leur pouvoir pour saper la démocratie et maintenir le statu quo : concentration des médias, relations étroites avec le pouvoir politique, etc. D'autre part, ils utilisent leur pouvoir économique pour accroître leur richesse : se créer un paradis fiscal en France et accaparer la création de richesses au sein des entreprises. Pour mettre fin à cette situation qui aggrave les inégalités et fragilise la démocratie, il faut remettre un Etat régulateur au centre. Cela signifie réguler les multinationales et rétablir une justice fiscale.

C'est une nécessité pour lutter contre la tension sociale, une véritable bombe sociale à retardement qui stigmatise les plus pauvres et alimente le terreau de l'extrême droite.

1. LES MILLIARDAIRES S'ENRICHISSENT, ET LA PAUVRETÉ S'INTENSIFIE

En seulement 3 ans, le monde a connu une pandémie mondiale, la guerre, une crise du pouvoir d'achat et une accélération de la crise climatique. Chaque crise a creusé le fossé entre les ultra-riches milliardaires et la vaste majorité de la population.

La France n'y échappe pas, les 4 milliardaires français les plus riches (Bernard Arnault et sa famille, François Bettencourt Meyers et sa famille, Gerard Wertheimer et Alain Wertheimer) ont vu leur fortune augmenter de 87% depuis 2020¹. Entre 2019 et 2022, la richesse cumulée de 90% des Français a quant à elle baissé de 3,9%². Elle a même baissé de plus de 15 % pour le groupe des 30% les plus pauvres³. Entre 2020 et 2023, les 42 milliardaires français ont gagné 230 milliards d'euros, soit l'équivalent d'un chèque de 3 400 euros pour chaque Français-e.

Evolution de la fortune des 4 premiers milliardaires français depuis le début de la crise (milliards d'euros)

	Fortune 2020	Fortune 2023	Augmentation totale	Evolution
Famille Bernard Arnault	83,7	176,8	93,1	+ 111 %
Famille Française Bettencourt Meyers	53,9	87,1	33,3	+ 62 %
Gerard Wertheimer	18,8	32,3	13,4	+ 71 %
Alain Wertheimer	18,8	32,3	13,4	+ 71 %

Note : Fortune corrigée de l'inflation sur cette période.

Un chèque qui ne serait pas de trop alors que la majorité de la population française souffre. De plus, les services publics sont en danger :

- des services d'urgence saturés et fermés certains soirs alors que le nombre de passages aux urgences a augmenté de plus de 20 % en moins de 10 ans⁴ ;
- près de 7 000 lits d'hospitalisation ont été supprimés entre 2022 et 2023, portant ce chiffre à près de 40 000 depuis dix ans, soit une baisse de 9,4%⁵ ;
- des magistrats qui alertent sur leurs conditions de travail à l'heure où la France est le pays qui consacre le plus faible budget par habitant à son système judiciaire, parmi les 15 pays membres du Conseil de l'Europe, et où le nombre d'affaires par juge a augmenté de 33% entre 2011 et 2017⁶.

Par ailleurs, la hausse des prix pèse sur le pouvoir d'achat des Français-es dont les salaires (réels) ont reculé de 1,8% au premier trimestre 2023 sur un an⁷. Pire, contraints par l'inflation, les Français-es ne se sont pas autant serrés autant la ceinture depuis les années 1980 : selon l'Insee, la pauvreté⁸ et l'insécurité alimentaire augmentent⁹.

Dans son portrait social 2023, l'Insee a démontré que, rapporté au niveau de vie, l'ampleur du choc inflationniste est plus de deux fois plus forte pour les plus précaires. Même après les mesures sociales prises, le niveau de vie a baissé en moyenne pour les 9 déciles (90 %) les plus bas de la population, alors qu'il a augmenté pour les 10% les plus riches. Les augmentations significatives des salaires et des revenus du patrimoine ont largement compensé la hausse des dépenses de consommation liée à l'inflation chez les 10 % les plus aisés¹⁰. De même, les statistiques mettent en lumière une réduction conséquente des achats alimentaires depuis 2020, accentuée par l'envolée des prix, créant ainsi une dynamique inédite depuis les années 1980¹¹.

2. COMMENT LES MILLIARDAIRES ALIMENTENT LES INÉGALITÉS ?

A. ILS AFFAIBLISSENT LA DÉMOCRATIE

Les milliardaires utilisent leur richesse pour asseoir un pouvoir d'influence politique, en particulier via leur emprise sur les médias et leurs relations avec les hautes sphères de l'Etat. Ainsi, la concentration extrême des richesses entre les mains de quelques-uns est utilisée pour défendre le statu quo économique.

A.1) LA CONCENTRATION DES MÉDIAS INTERROGÉE.

Posséder des médias n'est pas forcément un problème en soi, mais la concentration aux mains d'une poignée d'individus constitue un danger. Certains milliardaires utilisent en effet leurs médias pour promouvoir leurs intérêts économiques ou politiques.

D'une part, posséder des médias c'est s'acheter un levier de pression politique, pour maintenir des avantages économiques ou fiscaux.

C'est le cas de Vincent Bolloré, propriétaire de Vivendi (Canal+, Havas et Lagardère, dont Paris Match et le JDD), qui est soupçonné par la Commission européenne d'avoir mis en œuvre le récent rachat du groupe Lagardère sans attendre son feu vert¹², et qui fait l'objet d'une enquête formelle qui pourrait se conclure par une amende à hauteur de 10 % du chiffre d'affaires de la société. Selon une enquête du Monde, Vincent Bolloré souhaite que le chef de l'Etat français puisse plaider en sa faveur auprès de la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen. Pour cela, il aurait pu utiliser Paris Match pour mettre en avant le couple présidentiel, comme lors de la visite du roi Charles III et à la reine Camilla en septembre 2023 en France¹³.

Dans une autre enquête du Monde, on constate les mêmes pratiques chez Bernard Arnault, propriétaire du groupe LVMH, et donc des médias Radio classique, Les Echos ou Le Parisien. Le deuxième homme le plus riche du monde en 2023 n'aurait pas souhaité être assimilé à un fraudeur fiscal et « a protesté » auprès du Ministre du budget de l'époque, Gabriel Attal, alors que celui-ci ciblait les ultrariches dans son plan de lutte contre la fraude¹⁴.

Plus récemment, Rodolphe Saadé s'est particulièrement manifesté dans l'acquisition de médias. Depuis 2022, il a ainsi racheté la Provence et La Tribune, et est entré au capital de Brut et M6¹⁵. Rien ne laisse démontrer à ce stade que la famille Saadé s'achète du potentiel pouvoir pour influencer la politique, mais il faudra être observateur dans le futur.

D'autre part, la concentration des médias permet aux milliardaires d'influencer la fabrique de l'opinion et l'agenda politique.

Il est inquiétant de constater que ces milliardaires ont la capacité d'influer – et le font – sur le contenu de l'information en tant qu'actionnaires majoritaires. Les cas d'influence, censure et de conflits d'intérêts avérés nuisent au pluralisme des médias et à leur indépendance. L'exemple de Vincent Bolloré illustre cette problématique d'interventionnisme d'investisseurs dans les médias, avec pour exemple le démantèlement de I-Télé devenu CNews. Selon Le Monde, Vincent Bolloré a pour projet politique une alliance entre « la droite et l'extrême-droite », quitte à propager des *fake news* comme sur l'affaire à Crépol ou Depardieu¹⁶.

En juin et juillet 2023, la rédaction du JDD a effectué une grève de 40 jours, une durée inédite, pour protester contre l'arrivée à sa tête de Geoffroy Lejeune, ex-directeur de la rédaction de l'hebdomadaire d'extrême droite Valeurs actuelles, suite au rachat du journal par Vincent Bolloré. La rédaction protestait sur l'absence de « *garanties d'indépendance juridique et éditoriale* » aux journalistes. Ils n'auront pas obtenu gain de cause puisque « si nous avons remis sur la place publique l'enjeu de l'indépendance des rédactions, face à notre actionnaire, nous n'avons pas gagné », a souligné la SDJ¹⁷. C'est notre démocratie qui en est atteinte, car des citoyens informés sont des citoyens qui participent à la vie politique de la nation.

Il existe des solutions pour garantir l'indépendance des journalistes et rétablir un pluralisme de l'information, même lorsqu'un média est possédé par des ultra-riches. Par exemple, il est possible de créer un nouveau statut juridique pour les rédactions. Certains médias ont fait le choix d'adopter des chartes qui peuvent servir de base comme celle du journal Le Monde¹⁸. D'autres pistes seraient la création d'un délit de trafic d'influence en matière de presse afin de limiter les pressions sur les rédactions, ou un financement citoyen des médias qui induirait pour partie une forme de financement participatif¹⁹.

A.II) LEUR INFLUENCE SUR L'AGENDA POLITIQUE INTERROGE ÉGALEMENT

La présence de « portes tournantes » entre le sommet de l'Etat et les milliardaires interrogent également. On constate ainsi de fortes rotations de personnel entre les conseillers du Président et Bernard Arnault : Ismaël Emelien, ancien conseiller spécial d'Emmanuel Macron, conseille LVMH depuis son départ de l'Elysée en 2019. A l'inverse, Clément Léonarduzzi, conseil du groupe de luxe chez Publicis a rejoint l'Elysée en 2020 (avant de repartir)²⁰. De plus, selon Politico, Bernard Arnault aurait proposé directement à Emmanuel Macron des noms de premiers ministres, comme en juillet 2023 lorsque Elizabeth Borne aurait pu être remplacée par Gérald Darmanin²¹.

Kering, propriété de François Pinault, a de son côté recruté Sylvain Fort, encore un ancien conseiller d'Emmanuel Macron²². Sans l'intervention de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique, Rodolphe Saadé aurait enrôlé Jean-Baptiste Djebbari, ex-ministre délégué en charge des transports, en charge du pôle spatial envisagé par le groupe de transport maritime, alors que le géant français du transport maritime était en passe de monter au capital d'Air France²³.

B. ILS UTILISENT LEUR POUVOIR ÉCONOMIQUE POUR ACCROÎTRE LEURS RICHESSES

B.I) LA FRANCE : UN PARADIS FISCAL POUR MILLIARDAIRE

La France souffre d'injustice fiscale. Depuis 20 ans, les gouvernements ont transféré la responsabilité fiscale des plus riches et des grandes entreprises aux classes moyennes et populaires. Ainsi, les 10% les plus pauvres paient plus d'impôts en proportion de leurs revenus (TVA, CSG...) que les 10% les plus riches (suppression ISF, flat tax...)²⁴. Le même logiciel s'applique sur la fiscalité environnementale : elle pèse 4 fois plus lourd (en proportion) sur les 20 % de ménages les plus modestes, par comparaison avec les 20 % de ménages les plus aisés²⁵.

Pire, on constate une baisse progressive du taux d'imposition global une fois franchi le seuil des 0,1% de Français les plus riches²⁶. L'injustice fiscale est encore plus manifeste tout en haut de la pyramide, grâce à des niches fiscales outrancières pour les milliardaires. En voici 3 exemples :

- **Un milliardaire paie 2% d'impôt effectif sur le revenu économique²⁷.**

La part de l'imposition basée sur le revenu personnel (impôt sur le revenu) est une part infime des revenus dits « économiques » des plus riches. Autrement dit, les ultra riches paient des impôts mais plutôt sur la base du capital qu'ils détiennent. Les dividendes sont donc en réalité la rémunération principale des ultra-riches.

Or à travers la baisse des impôts sur le capital, qui s'est accélérée ces dernières années, ce sont les familles et fondateurs actionnaires des grandes entreprises qui semblent être les grands gagnants des réformes fiscales, qui les incitent à se rémunérer davantage sous forme de dividendes. Par exemple, Bernard Arnault a touché 3 milliards sous forme de dividendes en 2022. Normalement, il devrait être taxé par la « flat tax » qu'Emmanuel Macron avait déjà baissé de 45 à 30% en 2017. En réalité, il paie près de 0%, grâce à une opération financière via sa holding²⁸. C'est l'Etat qui, soucieux d'éviter une fuite à l'étranger des sièges sociaux des entreprises, met à la disposition des contribuables les plus aisés toute une gamme de niches fiscales leur permettant de diminuer leur impôt²⁹.

- **Des transmissions du patrimoine très peu taxées**

Le pacte Dutreil offre une exonération de 75 % sur l'impôt lors de la transmission des entreprises. Autrement dit, le barème d'imposition des donations et successions, qui s'étage normalement entre 0 % à 45 %, devient un barème de 0 % à 11,25 %. En échange, les héritiers s'engagent à garder leurs participations dans l'entreprise pendant deux ans. De plus, en cas de donation avant 70 ans, un abattement de 50 % vient s'ajouter. Au final, les droits exigibles sont donc alors de seulement 5,6 % (au lieu des 45 % théoriques)³⁰.

C'est probablement grâce à ce taux d'imposition très faible que Françoise Bettencourt Meyers a pu hériter de la quasi-totalité de la fortune de sa mère, et devenir depuis décembre 2023, la première femme de l'histoire à dépasser 100 milliards de dollars de fortune³¹. Liliane Bettencourt, décédée en 2017, avait déjà transmis son patrimoine de L'Oréal dans une holding familiale « Thetys » qui n'aurait été imposée qu'autour du taux effectif de 5,6% du montant transmis, avec annulation de la fiscalité sur les plus-values³².

- **Des niches fiscales sur l'utilisation de yacht**

Alors qu'un trajet par rail revient en moyenne 2,6 fois plus cher qu'un voyage par les airs à un Français moyen, du fait d'une taxation à 0% sur le kérosène et la TVA pour le secteur aérien, un milliardaire ne paiera pas de TVA et taxes sur les carburants sur la location de yachts en les faisant passer pour des bateaux de croisière³³.

B.II) LE POUVOIR DES MILLIARDAIRES SUR LEURS MULTINATIONALES ALIMENTE LES DIVIDENDES ET LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

En France, les 1% les plus riches détiennent plus d'un tiers du patrimoine financier total du pays³⁴, alors que 93,2% des Français-es déclarent ne pas détenir d'actions directement³⁵, et 86,3 %

d'assurance-vie³⁶. Cinq familles parmi les plus grandes fortunes françaises (Arnault, Hermès, Bettencourt-Meyers, Pinault et Dassault) possèdent à elles seules 18 % du CAC 40.

Depuis début 2020, l'accroissement de la fortune des milliardaires et les superprofits des multinationales sont intrinsèquement liés. Les superprofits sont très majoritairement utilisés pour rémunérer les actionnaires, aux dépens des travailleurs et de la planète. Entre 2011 et 2021, les 100 plus grandes entreprises françaises cotées en bourse ont versé en moyenne 71% de leurs bénéfices en dividendes³⁷. Si, entre 2011 et 2021, la course folle aux dividendes n'a jamais cessé, elle s'est carrément envolée entre 2020 et 2021 : les paiements aux actionnaires ont bondi de 31,4 milliards d'euros, soit presque autant que l'ensemble de la masse salariale des entreprises du top 100 des entreprises³⁸. Et la dynamique pour l'année 2023 devrait continuer, une année qui devrait battre tous les records de superprofits : rien que 11 grandes entreprises françaises ont fait 101 milliards de dollars de bénéfices dans les 12 mois précédent juin 2023, soit 57% de plus que la moyenne pour 2018 à 2021³⁹.

Cette course à la satisfaction « à tout prix » des actionnaires empêche les grandes entreprises d'investir dans leur transformation écologique ou d'augmenter les salaires. Pourtant, elles portent une grande responsabilité climatique : quatre multinationales françaises ont chacune une empreinte carbone supérieure à la France entière. Or, en 2019, seuls 45 % des dividendes et rachats d'actions versés aux actionnaires par les 100 plus grandes entreprises cotées en bourse auraient suffi à couvrir leurs besoins en investissement dans la transformation écologique⁴⁰.

3. LE RETOUR D'UN ETAT PLUS PROTECTEUR : UNE NÉCESSITÉ ET UNE IDÉE EN VOGUE

En l'absence d'un Etat régulateur, ce sont donc les milliardaires qui sont rois. Sans changement de logiciel de la part du Gouvernement, les niches fiscales prospèrent, la rémunération excessive des actionnaires continue d'alimenter l'inflation et la fiscalité environnementale pénalise toujours plus les plus précaires, au lieu de cibler les plus riches. L'ensemble de ces éléments accentuent la stigmatisation des plus pauvres et génèrent les ingrédients d'une bombe sociale à retardement.

Seules des ressources financières publiques importantes pourraient nous sortir de cette spirale négative. Alors que la pression sociale et le coût de la transition écologique grandissent, il est dangereux de faire reposer ce poids sur les consommateurs précaires qui subissent déjà l'inflation. Il est important de changer le logiciel fiscal en faisant reposer le poids de l'inflation et de la transition sur les producteurs les plus riches et qui émettent le plus de CO2, plutôt que sur les consommateurs les plus pauvres et les moins responsables d'émissions de CO2. C'est pourquoi, plusieurs voix s'élèvent sur la nécessité d'une taxation exceptionnelle des ultra-riches ou des multinationales.

D'une part, plusieurs personnalités ont compris qu'il était indispensable de trouver des leviers de financement importants ne touchant pas les classes populaires ni les classes moyennes basses. Jean Pisani-Ferry (proche d'Emmanuel Macron), Dominique De Villepin, Pierre Moscovici (président de la Cour des Comptes), Jean-Paul Mattei (chef de file du Modem à l'Assemblée Nationale), Christophe Béchu (Ministre de la Transition Écologique), ou encore Thomas Cazenave (Ministre Chargé des Comptes Public) reconnaissent l'utilité d'un impôt exceptionnel sur la fortune des plus riches⁴¹.

L'Institut des Politiques Publiques, rattaché à Matignon, a même confirmé que les conditions étaient réunies pour un impôt sur la fortune, sans externalité négative majeure. Il démontre en particulier que la suppression de l'ISF a eu un effet négligeable sur les retours des plus riches, dont les expatriations étaient déjà proche de zéro avant la réforme⁴².

Par ailleurs, pour financer la lutte contre le réchauffement climatique et la pauvreté, il est également indispensable de rétablir un meilleur partage de la valeur ajoutée au sein des grandes entreprises. Là encore, plusieurs personnalités, habituellement proches du pouvoir, l'ont bien compris. Lors du Projet de Loi de Finances 2024, des députés, y compris issus des bancs de Renaissance, Modem et Horizons ont déposé des amendements en faveur de taxes sur les superprofits des multinationales, sur les grandes entreprises qui n'investissent pas suffisamment dans la transition écologique ou encore sur les rachats d'actions (qui consistent à racheter avec les bénéfices de l'année écoulée ses propres actions sur les marchés financiers, pour rémunérer indirectement les actionnaires). L'invitation pour les entreprises à réduire la rémunération de leurs actionnaires est également soutenue par des économistes et banquiers d'affaires comme ou Matthieu Pigasse⁴³ ou Patrick Artus, qui rappelle que « pour financer la transition énergétique, les entreprises vont devoir réduire la rémunération de leurs actionnaires »⁴⁴. Des organisations internationales comme la Banque Centrale Européenne ou le FMI ont aussi reconnu que « *la hausse des bénéfices des entreprises a été le principal moteur de l'inflation en Europe au cours des deux dernières années, les entreprises ayant augmenté leurs prix au-delà de la flambée des coûts de l'énergie importée* »⁴⁵.

Cette dynamique a également lieu au niveau international. D'une part, un groupe a été lancé par la France et le Kenya en faveur d'une taxe climatique internationale, y compris que le secteur privé soit mis à contribution, d'ici la COP30 en 2025⁴⁶. D'autre part, le Brésil a également mis la taxation des ultra-riches à l'agenda du G20 dont il vient de prendre la présidence jusqu'à juillet 2024.

Même le Président des Etats-Unis a proposé de quadrupler la taxe sur les rachats d'actions des sociétés américaines afin d'encourager les investissements à long terme⁴⁷. Il l'avait déjà mis en place à hauteur de 1% le 1^{er} janvier 2023. Joe Biden a aussi annoncé qu'il voulait taxer la fortune des milliardaires.

4. LES SOLUTIONS : RÉFORME DE LA FISCALITÉ ET RÉGULATION DES MULTINATIONALES

Afin de briser la spirale des inégalités dans laquelle nous entraîne les milliardaires, Oxfam France appelle le Gouvernement à :

- a) **Mettre en place 17 mesures fiscales** pérennes, de long-termes, concrètes et chiffrées qui permettraient de dégager au moins 88 milliards d'euros supplémentaires par an, sans augmenter la contribution des classes populaires ni des classes moyennes basses, soient 70 % des Français-es.

En particulier, Oxfam propose d'introduire un **ISF climatique** qui rapporterait jusqu'à 15,6 milliards supplémentaires, soit l'équivalent de ce qui serait nécessaire pour financer une réforme d'ampleur des investissements dans le ferroviaire et la transition des secteurs énergétique et agricole⁴⁸.

Il s'agit de réintroduire l'ISF en le complétant d'un malus assis sur l'empreinte carbone du patrimoine financier détenu par les multimillionnaires et milliardaires. Le calcul prendrait donc en compte deux variables : d'une part le niveau de patrimoine (la taille de la fortune), d'autre part la quantité de CO2 qu'il contient (son impact sur le climat). Ceux d'entre eux qui détiennent le capital d'entreprises pourraient ainsi être incités à décarboner leurs entreprises ou désinvestir des entreprises les plus polluantes.

Le potentiel d'une taxe exceptionnelle sur la fortune des multimillionnaires et milliardaires

A titre d'exemple, Oxfam a évalué le montant d'une taxe exceptionnelle sur la fortune des contribuables dépassant 4,6 millions d'euros en France pour l'année 2023.

Un impôt progressif sur les multimillionnaires et milliardaires (avec un taux de 2 % pour une fortune nette de plus de 4,6 millions d'euros, de 3 % au-dessus de 46 millions d'euros et de 5 % au-dessus de 915 millions d'euros) pourrait générer 55 milliards d'euros par an. De quoi financer la transition climatique de la France selon les calculs des économistes Pisani-Ferry & Mahfouz (au moins les besoins de financements publics)⁴⁹.

- b) **Réguler les multinationales :**

- Encadrer la part des bénéfices versés aux actionnaires
- Conditionner les aides publiques au plafonnement des dividendes
- Conditionner les aides publiques aux entreprises aux investissements dans la transition
- Imposer un écart de rémunération de 1 à 20 entre le salaire du dirigeant et le salaire médian de l'entreprise.

CRÉDITS

Rédaction : Alexandre Poidatz (Oxfam France).

Avec les contributions de Nicolas Vercken, Philémon Matray, Layla Yakoub et Stannislav Hannoun (Oxfam France).

Janvier 2024 – © Oxfam France | @oxfamfrance

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

NOTES

¹ Données Oxfam tirées du UBS Global Wealth Report 2023. Entre mars 2020 et novembre 2023. La hausse prend en compte l'inflation entre mars 2020 et octobre 2023. Pour en savoir plus sur la méthodologie utilisée, consultez la note méthodologie (en anglais) disponible sur notre site internet.

² Oxfam montre que la richesse consolidée de 90 % des Français-es, c'est-à-dire leur fortune nette collective, corrigée de l'inflation, a baissé entre 2019 et 2022. En termes de revenus, les dernières statistiques de l'INSEE démontrent également la même tendance en 2021 et 2022. En particulier, en 2022, le niveau de vie a baissé en moyenne pour les 9 déciles les plus bas de la population, après redistribution (mesures sociofiscales). Alors que le niveau de vie des 10 % les plus riches a augmenté. INSEE (2023) France, portrait social. Edition 2023. Figure 5.

https://www.insee.fr/fr/statistiques/7666911?sommaire=7666953#figure5_radio1

³ Données Oxfam tirées du UBS Global Wealth Report 2023 ainsi que du Credit Suisse Global Wealth Databook 2019. Les rapports sur la richesse de 2019 et de 2022 utilisent la même méthodologie. L'évolution prend en compte l'inflation entre décembre 2019 et octobre 2023. Pour en savoir plus sur la méthodologie utilisée, consultez la note méthodologie (en anglais) disponible sur notre site internet.

⁴ Collectif Nos Services Publics (2023) « Rapport sur l'état des services publics de santé »

https://files.umso.co/lib_ufoFEvhIRMwflNFx/oqxce6tdx5kx5ohi.pdf

⁵ DREES (2023) En 2022, la baisse du nombre de lits en état d'accueillir des patients s'accroît.

<https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/sites/default/files/2023-12/ER1289.pdf>

⁶ Collectif Nos Services Publics, Rapport sur l'état des services publics de sécurité et de justice 2023

https://files.umso.co/lib_ufoFEvhIRMwflNFx/h1dkbh823c3zpt3.pdf

⁷ OCDE (2023) Perspective de l'emploi 2023 <https://www.oecd.org/perspectives-de-l-emploi/2023/#salaires>

⁸ INSEE (2023) En 2021, les inégalités et la pauvreté augmentent.

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/7710966>

⁹ INSEE (2023) « Consommation mensuelle des ménages en biens - Alimentaire hors tabac »

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010565748#Graphique>

¹⁰ INSEE (2023) « En 2022, la hausse du niveau de vie ne compense qu'en partie l'augmentation des dépenses liée à l'inflation, sauf pour les 10 % les plus aisés » Figure 5.

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/7666911?sommaire=7666953>

¹¹ INSEE (2023) « Consommation mensuelle des ménages en biens - Alimentaire hors tabac »

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010565748#Graphique>

¹² Le Monde (2023) « Bruxelles examine les soupçons de prise de contrôle anticipée de Vivendi sur Lagardère » https://www.lemonde.fr/economie/article/2023/06/16/bruxelles-examine-les-soupcons-de-prise-de-controle-anticipee-de-vivendi-sur-lagardere_6177939_3234.html

¹³ Le Monde (2023) « Vincent Bolloré, parrain d'une alliance entre la droite et l'extrême droite »

https://www.lemonde.fr/politique/article/2023/12/20/vincent-bollore-parrain-d-une-alliance-entre-droite-et-extreme-droite_6206950_823448.html#

-
- ¹⁴ Le Monde (2023) « Bernard Arnault et les politiques, la puissance d'un groupe au cœur de la République » https://www.lemonde.fr/politique/article/2023/08/08/bernard-arnault-et-les-politiques-la-puissance-d-un-groupe-au-c-ur-de-la-republique_6184752_823448.html
- ¹⁵ Forbes (2023) A suivre en 2024. Rodolphe Saadé, le milliardaire qui monte. <https://www.forbes.fr/business/a-suivre-en-2024-rodolphe-saade-le-milliardaire-qui-monte/>
- ¹⁶ Le Monde (2023) « Vincent Bolloré, parrain d'une alliance entre la droite et l'extrême droite » https://www.lemonde.fr/politique/article/2023/12/20/vincent-bollore-parrain-d-une-alliance-entre-droite-et-extreme-droite_6206950_823448.html#
- ¹⁷ Les anciens du JDD sur X (ex-Twitter) (2023) « La rédaction du JDD met fin à une grève historique de 40 jours » <https://twitter.com/AnciensDuJDD/status/1686340978037137408>
- ¹⁸ Le Monde (2021) Une indépendance éditoriale totale et absolue. https://www.lemonde.fr/le-monde-et-vous/article/2021/01/27/le-monde-une-independance-editoriale-totale-et-absolue_6067813_6065879.html
- ¹⁹ Oxfam France (2022) Média crash : les médias aux mains de quelques milliardaires. <https://www.oxfamfrance.org/actualite/media-crash-les-medias-aux-mains-de-quelques-milliardaires/>
- ²⁰ ²⁰ Le Monde (2023) « Bernard Arnault et les politiques, la puissance d'un groupe au cœur de la République » https://www.lemonde.fr/politique/article/2023/08/08/bernard-arnault-et-les-politiques-la-puissance-d-un-groupe-au-c-ur-de-la-republique_6184752_823448.html
- ²¹ Politico (2023) « Quand Bernard Arnault poussait pour Darmanin à Matignon » <https://www.politico.eu/article/quand-bernard-arnault-poussait-pour-darmanin-a-matignon/>
- ²² Le Monde (2023) « Bernard Arnault et les politiques, la puissance d'un groupe au cœur de la République » https://www.lemonde.fr/politique/article/2023/08/08/bernard-arnault-et-les-politiques-la-puissance-d-un-groupe-au-c-ur-de-la-republique_6184752_823448.html
- ²³ Médiapart (2023) « Rodolphe Saadé, le milliardaire chouchou d'Emmanuel Macron » <https://www.mediapart.fr/journal/economie/310522/rodolphe-saade-le-milliardaire-chouchou-d-emmanuel-macron>
- ²⁴ Oxfam France (2021) A quoi sert l'impôt ? <https://www.oxfamfrance.org/inegalites-et-justice-fiscale/a-quoi-sert-limpot/>
- ²⁵ Rapport sur l'impact environnemental du budget de l'État – septembre 2021, p. 154 https://www.economie.gouv.fr/files/files/2021/Rapport_impact_environmental_budget_Etat_2022.pdf
- ²⁶ Institut des Politiques Publiques (2023) « Quels impôts les milliardaires paient-ils ? » <https://www.ipp.eu/actualites/quels-impots-les-milliardaires-paient-ils/>
- ²⁷ Institut des Politiques Publiques (2023) « Quels impôts les milliardaires paient-ils ? » <https://www.ipp.eu/actualites/quels-impots-les-milliardaires-paient-ils/>
- ²⁸ EU Tax Observatory (2023) « Global Tax Evasion Report 2024 » <https://www.taxobservatory.eu/publication/global-tax-evasion-report-2024/>
- ²⁹ L'Obs (2023) « La France, "paradis fiscal" des milliardaires » <https://www.nouvelobs.com/economie/20230428.OBS72718/la-france-paradis-fiscal-des-milliardaires.html>
- ³⁰ L'Obs (2023) « La France, "paradis fiscal" des milliardaires » <https://www.nouvelobs.com/economie/20230428.OBS72718/la-france-paradis-fiscal-des-milliardaires.html>
- ³¹ Les Echos (2023) « Françoise Bettencourt Meyers, 1ère femme à la tête d'une fortune de plus de 100 milliards de dollars » <https://www.lesechos.fr/finance-marches/marches-financiers/francoise-bettencourt-meyers-devient-la-premiere-femme-a-la-tete-d-une-fortune-de-plus-100-milliards-de-dollars-2043632>
- ³² La Tribune (2023) « L'astuce des milliardaires pour payer moins d'impôts » <https://www.latribune.fr/economie/france/pourquoi-les-plus-riches-paient-proportionnellement-moins-d-impots-que-les-autres-964904.html>
- ³³ Capital (2023) « Carburant à moitié prix, TVA supprimée : les jolis avantages accordés aux loueurs de yachts » <https://www.capital.fr/economie-politique/carburant-a-moitie-prix-tva-supprimee-les-jolis-avantages-accordes-aux-loueurs-de-yachts-1485735>
- ³⁴ Données Oxfam à partir du modèle exclusif de richesse et d'actifs investissables du fournisseur de données Wealth-X. Pour en savoir plus sur la méthodologie utilisée, consultez la note méthodologie (en anglais) disponible sur notre site internet.

³⁵ OCDE (2023) Les nouveaux investisseurs en France : attitudes, connaissances et comportements
<https://www.oecd.org/fr/daf/fin/education-financiere/new-retail-investors-in-France-FR.pdf>

³⁶ Autorité des Marchés Financiers (2023) « Le rajeunissement des investisseurs en actions se confirme »
<https://www.amf-france.org/sites/institutionnel/files/private/2023-11/loe-speciale-rajeunissement-investisseurs.pdf>

³⁷ Oxfam France (2023) L'inflation des dividendes.
<https://www.oxfamfrance.org/app/uploads/2023/06/Rapport-Oxfam-SBF- dividendes DEF.pdf>

³⁸ Ibid.

³⁹ Données Oxfam à partir des données collectées par Exerica. Les données sur les bénéfices nets ont été extraites en octobre 2023 pour les six années précédant juin 2023 pour les 200 plus grandes entreprises du monde sur la base de la capitalisation boursière. Sur les 200 entreprises, nous n'avons retenu que les 148 entreprises, dont 11 françaises, pour lesquelles nous disposons de données sur les bénéfices nets pour toutes les années de 2018 à 2023. La définition de superprofits est ici utilisée comme ceux qui sont supérieurs de plus de 20 % en 2022 et/ou 2023 par rapport à la moyenne de 2018-21. Pour en savoir plus sur la méthodologie utilisée, consultez la note méthodologie (en anglais) disponible sur notre site internet.

⁴⁰ Oxfam France (2023) L'inflation des dividendes.
<https://www.oxfamfrance.org/app/uploads/2023/06/Rapport-Oxfam-SBF- dividendes DEF.pdf>

⁴¹ Rapport Pisani-Ferry & Mahfouz (2023) « Les incidences économiques de l'action pour le climat : rapport à la Première Ministre » <https://www.vie-publique.fr/rapport/289488-incidences-economiques-de-l-action-pour-le-climat-rapport-pisani-ferry>

France Inter (2023), Grand entretien avec Dominique de Villepin
<https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/l-invite-de-8h20-le-grand-entretien/l-invite-de-8h20-le-grand-entretien-du-mercredi-21-juin-2023-6230080>

La Tribune (2023) « Moscovici appelle à un débat national sur la taxation des plus riches pour financer la transition écologique » <https://www.latribune.fr/economie/france/moscovici-appelle-a-un-debat-national-sur-la-taxation-des-plus-riches-pour-financer-la-transition-ecologique-965491.html>

La Tribune (2023) « Un ISF vert en Europe, la proposition choc de deux parlementaires français »
<https://www.latribune.fr/economie/france/un-isf-vert-en-europe-la-proposition-choc-de-deux-parlementaires-francais-977570.html>

France Inter (2023) « ISF vert : "pas un tabou" pour Béchu mais c'est une ligne rouge pour l'Elysée »
<https://www.radiofrance.fr/franceinter/isf-vert-pas-un-tabou-pour-bechu-mais-veran-ferme-quasiment-la-porte-2052022>

France Inter (2023) Grand entretien Thomas Cazenave
<https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/l-invite-de-8h20/l-invite-de-8h20-du-we-du-vendredi-27-octobre-2023-2076270>

⁴² Institut des Politiques Publiques (2023) « Quels impôts les milliardaires paient-ils ? »
<https://www.ipp.eu/actualites/quels-impots-les-milliardaires-paient-ils/>

⁴³ France Inter (2023) Matthieu Pigasse : « Sur la dernière décennie, seulement 5% des bénéfices des entreprises françaises sont allées aux salariés » <https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/l-invite-de-8h20-le-grand-entretien/l-invite-de-8h20-le-grand-entretien-du-jeudi-19-octobre-2023-4493254>

⁴⁴ Le Monde (2023) Patrick Artus : « Pour financer la transition énergétique, les entreprises vont devoir réduire la rémunération de leurs actionnaires »
https://www.lemonde.fr/idees/article/2023/11/04/patrick-artus-pour-financer-la-transition-energetique-les-entreprises-vont-devoir-reduire-la-remuneration-de-leurs-actionnaires_6198208_3232.html

⁴⁵ Banque Centrale Européenne (2023) Conférence de Presse du 16 mars
<https://www.ecb.europa.eu/press/pressconf/2023/html/ecb.is230316-6c10b087b5.en.html>

Blog du Fonds Monétaire International (2023) « Europe's Inflation Outlook Depends on How Corporate Profits Absorb Wage Gains » <https://www.imf.org/en/Blogs/Articles/2023/06/26/europes-inflation-outlook-depends-on-how-corporate-profits-absorb-wage-gains>

⁴⁶ Le Monde (2023) « COP28 : la taxation des industries fossiles au cœur de la bataille du financement de la transition climatique » https://www.lemonde.fr/planete/article/2023/12/09/cop28-la-taxation-des-industries-fossiles-au-c-ur-de-la-bataille-du-financement-de-la-transition-climatique_6204792_3244.html

⁴⁷ Le Monde (2023) « Joe Biden condamne les profits excessifs, sans pouvoir y faire grand-chose » https://www.lemonde.fr/economie/article/2023/03/09/joe-biden-condamne-les-profits-excessifs-sans-pouvoir-y-faire-grand-chose_6164753_3234.html

⁴⁸ L'ensemble de ses besoins d'investissements sont issus du rapport Pisani-Ferry & Mahfouz (2023) « Les incidences économiques de l'action pour le climat : rapport à la Première Ministre » <https://www.vie-publique.fr/rapport/289488-incidences-economiques-de-l-action-pour-le-climat-rapport-pisani-ferry>

⁴⁹ Rapport Pisani-Ferry & Mahfouz (2023) « Les incidences économiques de l'action pour le climat : rapport à la Première Ministre » <https://www.vie-publique.fr/rapport/289488-incidences-economiques-de-l-action-pour-le-climat-rapport-pisani-ferry>